

d'un nouveau partenariat avec la communauté internationale et où les gouvernements africains et les gens seraient responsables de sa mise en œuvre.

Comme c'était les objectifs du Contrat, l'ECA était prête à souligner que le Contrat était une « initiative technique à l'élaboration et à la mise en œuvre du PRA ».

Il a également souligné l'annonce faite par le président Wade au sujet du Plan Omega pour l'Afrique et il a noté qu'il partageait « la même vision et les objectifs que le PRA ».

Au sommet extraordinaire de l'OUA, en mars 2001, on a accepté de fusionner le Plan Omega et le PRA et les participants au Sommet de l'OUA de juillet 2001 ont approuvé le document intitulé *Une nouvelle initiative africaine* qui représentait la fusion des deux plans. On a décrit le projet comme étant un engagement des dirigeants africains pour éradiquer la pauvreté et placer l'Afrique sur la voie de la croissance et du développement durables tout en participant activement à l'économie mondiale.

En octobre 2001, un certain nombre de chefs d'État et de dirigeants gouvernementaux se sont rencontrés à Abuja (Nigéria) et ont entendu le président nigérien Obasanjo parler de l'histoire du projet dont le nom officiel est Nouveau partenariat pour le développement africain (NPDA). Le président Obasanjo a informé les personnes présentes que d'autres partenaires européens avaient endossé le projet et on s'est entendu pour que toutes les autres initiatives présentées par les pays africains individuels devraient être subsumées en vertu du processus du NPDA « pour représenter une base à partir de laquelle l'Afrique pourra collectivement et effectivement collaborer avec ses partenaires du développement ».

Il a informé ses collègues sur les réunions entre des dirigeants africains choisis et le G-8, et il est clair, maintenant, qu'un volet important du Sommet du G-8 de 2002 portera sur l'Afrique. Si le CTC met de l'avant les idées décrites dans ce mémoire au Forum national sur l'Afrique, c'est pour s'assurer que les dirigeants du G-8 et de l'Afrique fassent des progrès importants en 2002.

Bien que la situation pour les pays africains soit critique, un point décrit pleinement dans chacun des « plans » soulignés ci-dessus, nous n'agissons pas avec l'énergie du désespoir : nous n'avons pas l'intention de suggérer que 2002 représente une « dernière chance » pour l'Afrique, mais ***nous devons prier les dirigeants concernés de s'assurer que ce soit une chance qui soit bien prise. Et elle portera fruit seulement si toutes les actions sont fondées sur un « partenariat »***, un fait qui devrait souligner les efforts du Premier ministre du Canada alors qu'il préside le Sommet du G-8. En défendant les « partenariats », il suivra une voie élevée.

### **Des partenaires pour le développement**

Cette phrase, utilisée la première fois par Lester B. Pearson, est d'une importance capitale pour le CTC. Dans un mémoire présenté en septembre 2001 au Gouvernement du Canada, nous avons indiqué notre engagement en faveur du partenariat comme base pour rendre l'aide canadienne plus efficace. Le Premier ministre Pearson nous renforce dans nos efforts, puisqu'il a dit catégoriquement dans son rapport de 1968, intitulé *Partenaires du développement*, que « la relation de développement », qui est au cœur d'une politique d'aide efficace, doit être fondée sur une division claire des responsabilités qui répond aux besoins des deux partenaires ».

Ces termes étaient forts et clairs. Mais nous devons nous inquiéter de l'écart qui se creuse entre la rhétorique